

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3185

[C — 2003/29406]

12 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature au président du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement auprès des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, telle que modifiée;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, telle que modifiée;

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, telle que modifiée;

Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française.

Vu l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi des allocations pour prestations à titre exceptionnel;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des Ministères;

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1977 contenant le cahier général des charges;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 1995 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle dans les administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 novembre 1996 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères;

Considérant que la création d'un Corps interministériel des commissaires du Gouvernement auprès des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française impose que des mécanismes de délégations de compétence et de signature soient définis en vue de permettre le fonctionnement dudit Corps;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre de la Fonction publique et du Budget;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 juin 2003,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales**Section 1^{re}. — Des conditions générales que doivent remplir les membres du personnel pour exercer une délégation***Article 1^{er}.** § 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— Corps interministériel : le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement visé aux articles 37 et 38 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française;

— Président du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement : le commissaire du Gouvernement visé à l'article 37 du même décret;

— Le commissaire du Gouvernement : le commissaire du Gouvernement qui succède au Président du Corps interministériel visé à l'article 37 du même décret;

— Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données au Président du Corps interministériel.

§ 3. Pour les dispositions du présent arrêté qui, dans l'hypothèse de l'absence ou de l'empêchement du titulaire d'une délégation, autorisent que la compétence déléguée soit exercée, en vertu d'une subdélégation conférée par un acte préalable, par un agent subordonné à cette autorité absente ou empêchée, il convient d'entendre par "subdélégation conférée par un acte préalable" soit l'acte posé par l'autorité titulaire de la délégation préalablement à son absence ou son empêchement soit l'acte posé en tout temps par l'autorité hiérarchique compétente en vertu de l'article 2 du présent arrêté.

Tout acte de subdélégation préalable au sens de l'alinéa précédent est nécessairement adressé par écrit, préalablement à sa prise d'effets, aux autorités hiérarchiques visées à l'article 2, chacune pour ce qui concerne ses compétences hiérarchiques et à l'agent subordonné.

Art. 2. Les délégations de compétences données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice du contrôle des autorités délégantes et sans préjudice de l'exercice des compétences déléguées par les autorités délégantes ou par le supérieur hiérarchique.

L'exercice des compétences déléguées au sens de l'alinéa précédent, s'entend aussi bien de l'exercice direct desdites compétences que de la faculté d'octroyer des subdélégations en lieu et place, et aux mêmes conditions, que l'autorité déléguée à laquelle l'autorité délégante ou le supérieur hiérarchique se substitue.

Par supérieur hiérarchique au sens de la présente disposition, il convient d'entendre le Président du Corps interministériel.

Toute proposition formulée par un membre du personnel relative à l'accomplissement d'un acte qu'il n'a pas reçu délégation de prendre est nécessairement transmise à l'autorité compétente par l'intermédiaire de chacun des supérieurs hiérarchiques qui composent la ligne hiérarchique existante entre ce membre du personnel et cette autorité.

Par autorité délégante au sens de la présente disposition, il convient d'entendre le ou les Ministre(s) compétent(s).

Section 2. — De la direction du Corps interministériel

Art. 3. § 1^{er}. Le Président du Corps interministériel exerce, sous l'autorité du Gouvernement, la direction du Corps.

Il coordonne les travaux et assure l'unité de gestion du Corps.

Il opère la répartition des tâches à l'intérieur du Corps et assure la gestion quotidienne des ressources humaines.

Il adresse aux membres du personnel par la voie hiérarchique les informations et directives générales les concernant.

Il transmet aux membres du personnel du Corps interministériel, en les accompagnant des informations nécessaires, les dossiers et les instructions des Ministres.

Il peut, en outre, formuler d'initiative toute proposition utile.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Corps interministériel, et sans préjudice de l'article 15, la suppléance est assurée par le commissaire du Gouvernement, par acte écrit et préalable communiqué à chacun des Ministres du Gouvernement.

CHAPITRE II. — Délégations générales et particulières

Section 1^{re}. — Délégations en matière de personnel du Service

Art. 4. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par "le Ministre", le ou les membre(s) du Gouvernement ayant le personnel du Corps interministériel dans ses (leurs) attributions.

Art. 5. § 1^{er}. Délégation est donnée au Président du Corps interministériel :

1° pour signer, après la désignation par le Ministre du Gouvernement, les contrats d'engagement ou les actes de mise au travail des agents contractuels et pour signer d'initiative, les avenants auxdits contrats;

2° pour accorder, aux membres du personnel relevant de son autorité, les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels;

3° pour accorder des congés aux agents dans les cas suivants :

a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;

b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement supérieur;

c) pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;

d) pour présenter une candidature aux élections législatives, régionales ou provinciales;

e) pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;

f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation.

g) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;

h) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;

i) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle;

j) à la naissance d'un enfant, le congé parental;

4° pour autoriser à s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons sociales ou familiales;

5° pour prendre les actes administratifs nécessaires lorsque le Service de Santé administratif conclut à l'inaptitude du membre du personnel, y compris la démission et l'admission à la pension;

6° pour rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel;

7° pour délivrer et retirer les certificats d'identification aux membres du personnel;

8° pour autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents;

9° pour licencier les membres du personnel engagés par contrat soit pour faute grave, soit, après proposition adressée au Ministre visé à l'article 4, en l'absence d'opposition de sa part dans les dix jours de la proposition;

10° pour suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service;

11° pour approuver les états de frais de route correspondant à l'utilisation d'un véhicule personnel pour les besoins du service, et de séjour;

12° pour autoriser le déplacement des membres du personnel du Corps interministériel et signer les réquisitoires établis au nom desdits membres du personnel en vue de l'obtention d'un titre de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges;

13° pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique;

14° pour accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, en ce compris pour attribuer à un accident la qualification juridique d' "accident du travail" ou d' "accident survenu sur le chemin du travail" et diligenter les recours contre les tiers responsables;

15° pour octroyer aux membres du personnel le bénéfice des mesures d' interruption de carrière et de redistribution du travail applicables auxdits membres du personnel;

16° pour délivrer aux membres du personnel les documents relatifs à l' obtention d' un titre permanent de transport, le cas échéant diminué de la part patronale, et récupérer ledit titre de transport lorsque son bénéficiaire perd la qualité de membre du personnel;

17° pour fixer et liquider le traitement des membres du personnel, déterminer l' avancement de traitement.

§ 2. Le Président du Corps interministériel est habilité à conclure une convention soit avec le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique du Ministère de la Communauté française, soit avec le fonctionnaire dirigeant du service d' appui aux Cabinets ministériels, en vue de l' application des délégations prévues au § 1^{er}, 16° et 17°.

§ 3. En cas d' absence ou d' empêchement du Président du Corps interministériel, les compétences énumérées au § 1^{er} sont exercées, en cas d' urgence, par le commissaire du Gouvernement, par acte écrit et préalable communiqué à chacun des Ministres du Gouvernement.

§ 4. Le Président du Corps interministériel informe une fois tous les six mois les membres du Gouvernement en leur communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades.

Section 2. — Délégations en matière de passation et d' exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Art. 6. Pour l' application de la présente section, il faut entendre par "le Ministre", le ou les membre(s) du Gouvernement qui sont ordonnateurs primaires des allocations de base du budget général des dépenses de la Communauté française dont la gestion est confiée au Corps interministériel.

Art. 7. Les limites financières des délégations prévues par le présent arrêté s' entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 8. Le pouvoir d' approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, le pouvoir de choisir le mode de passation du marché, le pouvoir d' engager la procédure et d' approuver les marchés sont délégués au Président du Corps interministériel dans les limites financières ci-après, selon le mode de passation retenu et le type de marché :

1° Marchés passés par adjudication publique ou par appel d' offres général : 187.500 EUR;

2° Marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d' offres restreint : 100.000 EUR;

3° Marchés passés de gré à gré ou par procédure négociée : 37.500 EUR.

Ces délégations ne sont exercées que pour autant que l' objet du marché ait été autorisé par le Gouvernement ou par le Ministre, soit par l' approbation d' un programme spécifique où cet objet est repris, soit par une décision particulière concernant cet objet.

Toutefois, l' autorisation prévue par l' alinéa 2 du présent article n' est pas requise lorsqu' il s' agit de dépenses pour les besoins habituels du Service (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d' équipement) ou lorsqu' il s' agit de dépenses dont l' estimation ne dépasse pas 125.000 EUR ou encore lorsqu' il s' agit de dépenses pour travaux d' entretien des biens appartenant à la Communauté française à réaliser d' urgence, à la condition d' en donner une justification.

Art. 9. Le pouvoir de décider, après en avoir informé le Ministre, des dérogations au cahier spécial des charges, de décider, après en avoir informé le Ministre, de traiter à prix provisoires ou à remboursement, d' imposer le contrôle des prix et de prévoir l' octroi d' avances est attribué au Président du Corps interministériel, pour les marchés dont l' estimation financière ne dépasse pas 50.000 EUR.

Art. 10. En ce qui concerne les mesures et décisions à prendre ayant trait à l' exécution pure et simple d' un marché conclu, délégation de pouvoir est donnée au Président du Corps interministériel.

Sont considérées comme des mesures et décisions ayant trait à l' exécution pure et simple d' un marché conclu, celles visant à réaliser l' objet de l' entreprise initiale et qui restent dans la limite de celle-ci, à l' exclusion des mesures et décisions basées sur un pouvoir d' appréciation prévu par le marché.

Art. 11. § 1^{er}. Pour les décomptes résultant de l' application pure et simple des clauses contractuelles, ainsi que pour les décomptes régularisant des états estimatifs antérieurement établis et approuvés dont les postes et les montants sont la reproduction pratiquement conforme des états estimatifs qu' ils remplacent, délégation d' approbation est donnée au Président du Corps interministériel, sans limitation de montant.

§ 2. En ce qui concerne l' approbation d' un décompte ou de décomptes successifs, autres que ceux visés au § 1^{er}, le montant de celui-ci ou le total des montants des décomptes successifs peut être approuvé par le Président du Corps interministériel à concurrence du pourcentage du montant de la soumission suivant : vingt-cinq pour cent jusqu' à 40.000 EUR.

Lorsque est atteint le pourcentage ou le montant fixé, chaque décompte suivant sera toujours approuvé par le Ministre.

Art. 12. Délégation est donnée au Président du Corps interministériel dans les limites qui lui sont fixées pour l' approbation des cahiers des charges, des états estimatifs et des décomptes, pour accorder des prolongations de délais, soit déterminées proportionnellement, soit résultant du fait de l' administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier bien qu' il ait fait toutes les diligences nécessaires, soit résultant encore de décomptes. Les prolongations de délai dont question ne peuvent dépasser cinquante pour cent du délai initial.

Toute autre prolongation sera toujours approuvée par le ou les Ministre(s) compétent(s), sur rapport motivé de l' administration.

Art. 13. Le Président du Corps interministériel est autorisé à remettre des amendes ou pénalités de retard à concurrence d' un montant de 10.000 EUR ou d' un montant supérieur qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial du marché jusqu' à concurrence de 15.000 EUR.

Art. 14. Délégation est donnée au Président du Corps interministériel pour décider des mesures d'office à prendre contre l'adjudicataire défaillant et pour lui notifier cette décision conformément à l'article 48, § 4, de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges ou à l'article 20, § 6, de l'annexe à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Cette délégation de pouvoirs est limitée aux marchés pour lesquels le retard dans l'exécution est supérieur à $1/2 N$ (N étant le délai initial en jours ouvrables).

Art. 15. En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Corps interministériel, les compétences énumérées à la présente section sont exercées, en cas d'urgence, par le commissaire du Gouvernement, dans les limites financières définies ci-après selon le mode de passation retenu et le type de marché :

- 1° Marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général : 50.000 EUR;
- 2° Marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint : 25.000 EUR;
- 3° Marchés passés de gré à gré ou par procédure négociée : 12.500 EUR.

Section 3. — Délégations en matière de signatures et en matière financière

Art. 16. Délégation est donnée au Président du Corps interministériel :

- 1° pour signer :
 - a) les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes, dans les limites prévues à l'article 8 du présent arrêté;
 - b) les ordonnances de paiement et les ordonnances d'ouverture de crédits ou d'avances de fonds;
 - c) la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel et les bulletins ou lettres de transmission;
- 2° pour approuver les dépenses et recettes de toute nature qui sont de la compétence du Corps interministériel;
- 3° pour ordonnancer les dépenses et les recettes ressortissant du Corps interministériel;
- 4° pour approuver les bordereaux introduits par les sociétés de transports en commun, du chef des transports effectués pour le Corps interministériel;
- 5° pour approuver :
 - a) les factures et déclarations de créances concernant les fournitures et les travaux;
 - b) les comptes, tant en matière qu'en deniers, à produire à la Cour des Comptes;
 - c) les états de paiement relatifs aux dépenses de loyers;
 - d) les comptes à rendre par le comptable extraordinaire du Corps interministériel;
- 6° pour désigner le comptable au sein du personnel du Corps interministériel;
- 7° pour autoriser la remise ou la reprise aux Domaines d'objets mobiliers sans emploi jusqu'à un montant maximum de 10.000 EUR.

Art. 17. Le Président du Corps interministériel approuve les dépenses pour frais professionnels des membres du personnel du Corps interministériel.

Le commissaire du Gouvernement approuve les dépenses pour frais professionnels du Président du Corps interministériel.

Art. 18. Le Président du Corps interministériel peut déléguer au comptable qu'il a désigné, certaines des attributions visées à l'article 16.

Le comptable extraordinaire du Corps interministériel habilité à signer au nom du Président du Corps interministériel sur la base de la délégation contenue à l'alinéa précédent fait précéder la mention de son grade et sa signature de la formule « Par délégation du Président du Corps interministériel ».

Section 4. — Délégations particulières

Art. 19. En matière informatique, délégation de compétence est donnée au Président du Corps interministériel pour établir, en concertation avec le Bureau de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), les cadres généraux de collaboration entre le Service et l'ETNIC visée dans le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française au regard des dispositions du contrat de gestion de l'ETNIC.

Le Président du Corps interministériel peut déléguer à un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, les attributions qui lui sont déléguées à l'alinéa précédent, par acte écrit et préalable.

Art. 20. Délégation est donnée au Président du Corps interministériel et aux commissaires du Gouvernement pour signer les accusés de réception du courrier adressé au Corps interministériel, à l'exception du courrier relatif aux procédures devant le Conseil d'Etat, à l'exception des citations en justice et des actes des huissiers de justice.

Le courrier précité est communiqué sans délai par celui qui en a accusé réception au Président du Corps interministériel pour suite utile.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Corps interministériel, le courrier est communiqué sans délai pour suite utile aux commissaires du Gouvernement concernés.

Art. 21. Délégation est donnée au Président du Corps interministériel dans les matières suivantes dans le cadre du fonctionnement du Corps :

- 1° approbation de toute dépense et de toute répétition relatives à la réparation d'accidents de roulage, d'accidents de travail ou de toute autre nature, ainsi que toutes allocations ou indemnités accordées dans ce cas par décision judiciaire.
- 2° pour approuver, dans les matières relevant du Corps interministériel, les états de frais et honoraires des avocats, avoués et experts.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Art. 23. Le Ministre-Président et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 12 juin 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3185

[C — 2003/29406]

**12 JUNI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bevoegdheids- en onderteke-
ningsdelegaties aan de voorzitter van het Interministerieel college van commissarissen van de Regering bij de
openbare instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer
die onder de Franse Gemeenschap ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87,
gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten,
zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen,
ongevallen op de weg naar en van het werk en beroepsziekten in de overheidssector, zoals gewijzigd;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor
aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met
de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die
onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone
prestaties;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van
de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het
koninklijk besluit van 12 december 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen
van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door
familiale redenen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken,
leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoor-
waarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1995 waarbij het koninklijk besluit van
28 februari 1991 betreffende de halftijdse loopbaanonderbreking in de rijksbesturen van toepassing wordt verklaard op
de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse
Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut
van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de
overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 november 1996 waarbij het koninklijk
besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten
van de ministeries op de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut
van de Franse Gemeenschap toepasselijk wordt verklaard;

Overwegende dat de oprichting van een interministerieel college van commissarissen van de Regering bij de openbare instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren tot gevolg heeft dat regels inzake bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie moeten worden bepaald om dat college in de mogelijkheid te stellen te kunnen werken;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Ambtenarenzaken en van Begroting;
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 12 juni 2003,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Algemene voorwaarden waaraan de personeelsleden moeten voldoen om een delegatie te kunnen uitoefenen

Artikel 1. § 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

— Interministerieel college : het interministerieel college van commissarissen van de Regering bedoeld in de artikelen 37 en 38 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

— Voorzitter van het interministerieel college van commissarissen van de Regering : de commissaris van de Regering bedoeld in artikel 37 van hetzelfde decreet;

— De commissaris van de Regering : de commissaris van de Regering die de voorzitter van het interministerieel college bedoeld in artikel 37 van hetzelfde decreet opvolgt.

— Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties bedoeld in dit besluit worden verleend aan de voorzitter van het interministerieel college.

§ 3. Voor de bepalingen van dit besluit die, bij afwezigheid of verhindering van de titularis van een delegatie, toelaten dat de gedelegeerde bevoegdheid, krachtens een bij een voorafgaande akte verleende subdelegatie, wordt uitgeoefend door een ambtenaar die ondergeschikt is aan die afwezige of verhinderde overheid, dient te worden verstaan onder «bij een voorafgaande akte verleende subdelegatie» ofwel de akte die wordt gesteld door de overheid die voor haar afwezigheid of haar verhindering titularis van de delegatie was, ofwel de akte die te allen tijde wordt gesteld door de hiërarchische overheid die bevoegd is krachtens artikel 2 van dit besluit.

Elke voorafgaande subdelegatieakte in de zin van vorig lid moet schriftelijk, voordat ze van kracht wordt, worden gericht aan de hiërarchische overheden bedoeld in artikel 2, elk voor haar hiërarchische bevoegdheden, en aan de ondergeschikte ambtenaar.

Art. 2. De bevoegdheidsdelegaties die bij of krachtens dit besluit werden verleend, worden uitgeoefend onverminderd de controle van de delegerende overheden en onverminderd de uitoefening van de gedelegeerde bevoegdheden door de delegerende overheden of de hiërarchische meerdere.

Onder de uitoefening van de gedelegeerde bevoegdheden in de zin van vorig lid wordt verstaan, zowel de rechtstreekse uitoefening van die bevoegdheden als de bevoegdheid om subdelegaties in plaats van, en onder dezelfde voorwaarden, als de gedelegeerde overheid in de plaats waarvan de delegerende overheid of de hiërarchische meerdere gesteld wordt.

Onder hiërarchische meerdere in de zin van deze bepaling, dient te worden verstaan, de voorzitter van het interministerieel college.

Elk voorstel dat wordt ingediend door een personeelslid betreffende de vervulling van een akte waarvoor hij geen vaststellingsdelegatie heeft gekregen, moet worden doorgezonden aan de bevoegde overheid door toedoen van elk van de hiërarchische meerderen die de bestaande hiërarchische lijn tussen dat personeelslid en die overheid uitmaken.

Onder delegerende overheid in de zin van deze bepaling dient te worden verstaan, de bevoegde minister(s).

Afdeling 2. — Leiding van het interministerieel college

Art. 3. § 1. De voorzitter van het interministerieel college oefent, onder het gezag van de Regering, de leiding van het college uit.

Hij coördineert de werkzaamheden en zorgt voor eenheid bij het beheer van het college.

Hij verdeelt de taken binnen het college en zorgt voor het dagelijks beheer van de human resources.

Hij deelt aan de personeelsleden langs de hiërarchische weg de algemene inlichtingen en richtlijnen mee die op hen betrekking hebben.

Hij deelt aan de personeelsleden van het interministerieel college, samen met de noodzakelijke inlichtingen, de dossiers en de onderrichtingen van de Ministers.

Hij kan, bovendien, op eigen initiatief elk nuttig voorstel indienen.

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter van het interministerieel college, wordt, onverminderd artikel 15, de plaatsvervangende waargenomen door de commissaris van de Regering, bij een schriftelijke en voorafgaande akte, die aan elk van de Ministers van de Regering wordt meegedeeld.

HOOFDSTUK II. — *Algemene en bijzondere delegaties*

Afdeling 1. — Delegaties inzake personeel van de Dienst

Art. 4. Voor de toepassing van deze afdeling, dient te worden verstaan onder «de Minister», het lid of de leden van de Regering bevoegd voor het personeel van het interministerieel college.

Art. 5. § 1. Delegatie wordt aan de voorzitter van het interministerieel college verleend :

1° om, na aanwijzing door de minister van de Regering, de wervingsovereenkomsten of de akten voor de tewerkstelling van de contractuele personeelsleden te ondertekenen, en om de aanhangsels bij die overeenkomsten te ondertekenen;

2° om de jaarlijkse vakantieverloven en de uitzonderlijke verloven te verlenen aan de personeelsleden die onder zijn gezag ressorteren;

3° om aan de personeelsleden verlof te verlenen in de volgende gevallen :

- a) om dwingende familiale redenen;
- b) om een stage of een proefperiode te presteren in een andere betrekking van een overheidsdienst, het gesubsidieerd onderwijs, een gesubsidieerd psycho-medisch- sociaal centrum, een gesubsidieerde dienst voor beroepsoriëntatie of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, van het hoger onderwijs;
- c) om ad interim een ambt in een officiële school of in een gesubsidieerde vrije school uit te oefenen;
- d) om zich kandidaat te stellen bij de parlements-, gewest- of provincieraadsverkiezingen;
- e) om verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of voor persoonlijke aangelegenheden;
- f) om lessen te volgen met het oog op de vervolmaking van de intellectuele, morele of sociale vorming in het kader van het verlof voor sociale promotie en van het opleidingsverlof;
- g) om de lessen van de school voor civiele bescherming te volgen, ofwel als vrijwillig personeelslid van dat korps, ofwel als leerling die niet tot dat korps behoort;
- h) om, in vreedstijd, prestaties in het korps van de civiele bescherming te verrichten, als vrijwilliger bij dat korps;
- i) voor de opvang van een kind van minder dan tien jaar, met het oog op zijn adoptie of de uitoefening van een pleegvoogdij;
- j) bij de geboorte van een kind, het ouderschapsverlof;

4° om toelating te geven afwezig te zijn voor een lange duur, gewettigd door sociale of familiale redenen;

5° om de noodzakelijke administratieve handelingen te treffen, wanneer de Administratieve Gezondheidsdienst tot de conclusie komt dat het personeelslid ongeschikt is, met inbegrip van ontslag en toelating tot het rustpensioen;

6° om een personeelslid weer in dienst te roepen dat afwezig is wegens ziekte of gebrekkigheid, en dat de Administratieve Gezondheidsdienst geschikt geacht heeft om zijn ambt deeltijds opnieuw uit te oefenen;

7° om de identificatiegetuigschriften aan de personeelsleden uit te reiken en in te trekken;

8° om uitzonderlijke prestaties toe te laten en de onkostenstaten in verband daarmee goed te keuren;

9° om aan de bij een arbeidsovereenkomst geworven personeelsleden ontslag te verlenen ofwel wegens een zware fout, ofwel na een voorstel gericht aan de in artikel 4 bedoelde minister, als die geen verzet binnen de tien dagen na het voorstel heeft aangetekend;

10° om een ambtenaar te schorsen in het belang van de dienst;

11° om de staten goed te keuren inzake reiskosten die overeenstemmen met een persoonlijk voertuig voor de behoeften van de dienst, en verblijfskosten;

12° om de reizen van de personeelsleden van het interministerieel college toe te laten en de reisorders te ondertekenen die werden opgesteld op naam van die personeelsleden met het oog op de verkrijging van een vervoerbewijs van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

13° om toe te laten congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties die in België worden georganiseerd bij te wonen;

14° om de handelingen voor herstel inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten, ook om een ongeval juridisch als een «arbeidsongeval» of «ongeval van en naar het werk» te bestempelen en de beroepen tegen de derde verantwoordelijken in te stellen;

15° om de personeelsleden het voordeel van de maatregelen inzake loopbaanonderbreking en arbeidsherverdeling, toepasselijk op die personeelsleden, toe te kennen;

16° om aan de personeelsleden de documenten uit te reiken met betrekking tot het verkrijgen van een permanent vervoerbewijs, in voorkomend geval verminderd met de werkgeversbijdrage, en om dat vervoerbewijs terug te vorderen, wanneer de houder ervan de hoedanigheid van personeelslid verliest;

17° om de wedde van de personeelsleden vast te stellen en uit te betalen, en om de weddeverhoging te bepalen.

§ 2. De voorzitter van het interministerieel college wordt ertoe gemachtigd een overeenkomst te sluiten ofwel met de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, ofwel met de ambtenaar die de leiding heeft van de steundienst ministeriële kabinetten, voor de toepassing van de in § 1, 16° en 17° bepaalde delegaties.

§ 3. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter van het interministerieel college, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden, in dringende gevallen, door de commissaris van de Regering uitgeoefend bij een schriftelijke en voorafgaande akte die aan elk van de ministers van de Regering wordt meegedeeld.

§ 4. De voorzitter van het interministerieel college geeft om de zes maanden informatie aan de leden van de Regering en deelt hun een bijgewerkte lijst van alle ambtenaren, met hun ambt en graad, mee.

Afdeling 2. — Delegaties inzake gunning en uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

Art. 6. Voor de toepassing van deze afdeling, dient onder «de Minister» te worden verstaan, het lid/de leden van de Regering die de oorspronkelijke ordonnateurs zijn van de basisallocaties van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap waarvan het beheer aan het interministerieel college wordt toegekend.

Art. 7. De financiële perken van de delegaties bepaald bij dit besluit houden de belasting op de toegevoegde waarde in.

Art. 8. De bevoegdheid om het bestek of de als dusdanig geldende documenten goed te keuren, de bevoegdheid om de procedure in te zetten en de opdrachten goed te keuren, worden gedelegeerd aan de voorzitter van het interministerieel college binnen de hierna vermelde financiële perken, volgens de in aanmerking komende gunningswijze en het type opdracht :

- 1° opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of bij algemene offerteaanvraag : 187.500 EUR;
- 2° opdrachten gegund bij beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag : 100.000 EUR;
- 3° onderhandse opdrachten of opdrachten ingevolge de onderhandelingsprocedure : 37.500 EUR.

Die delegaties worden alleen uitgeoefend voor zover het doel van de opdracht door de Regering of door de Minister werd toegelaten, ofwel door de goedkeuring van een specifiek programma waarin dat doel voorkomt, ofwel bij een bijzondere beslissing betreffende dat doel.

De bij lid 2 van dit artikel bepaalde toelating is echter niet vereist, als die betrekking heeft op de gewone behoeften van de Dienst (gewone werkings-, verbruiks- en uitrustingsuitgaven) of als die betrekking heeft op uitgaven waarvan de raming niet 125.000 EUR overschrijdt, of als die betrekking heeft op uitgaven voor de werken die dringend moeten worden verricht voor het onderhoud van goederen die eigendom zijn van de Franse Gemeenschap, op voorwaarde dat verantwoording wordt afgelegd.

Art. 9. De bevoegdheid om te beslissen, nadat de minister daarvan op de hoogte werd gebracht, over de afwijkingen van het bestek, om te beslissen, nadat de minister daarvan op de hoogte werd gebracht, tegen voorlopige prijzen of terugbetaling te onderhandelen, om de controle op de prijzen op te leggen en om te voorzien in de toekenning van geldvoorschotten, wordt toegekend aan de voorzitter van het interministerieel college, voor de opdrachten waarvan de financiële raming niet 50.000 EUR overschrijdt.

Art. 10. Voor de maatregelen en beslissingen die te treffen zijn voor de gewone uitvoering van een gegunde opdracht, wordt de bevoegdheidsdelegatie verleend aan de voorzitter van het interministerieel college.

Als maatregelen en beslissingen die betrekking hebben op de gewone uitvoering van een gegunde opdracht worden beschouwd, deze die beogen het doel van de oorspronkelijke onderneming te verwezenlijken en die binnen de perken van deze blijven, met uitsluiting van de maatregelen en beslissingen die gebaseerd zijn op een beoordelingsbevoegdheid die bij de opdracht bepaald is.

Art. 11. § 1. Voor de afrekeningen die voortvloeien uit de gewone toepassing van de bepalingen van de overeenkomst, alsook voor de afrekeningen die ramingsstaten regulariseren die vroeger werden opgemaakt en goedgekeurd, waarvan de posten en bedragen de bijna conforme weergave uitmaken van de ramingsstaten die ze vervangen, wordt de goedkeuringsdelegatie verleend aan de voorzitter van het interministerieel college, zonder beperking van het bedrag.

§ 2. Voor de goedkeuring van een afrekening of van andere opeenvolgende afrekeningen dan deze die bedoeld zijn in § 1, kan het bedrag van die afrekening of het totaal van de bedragen van de opeenvolgende afrekeningen door de voorzitter van het interministerieel college worden goedgekeurd in verhouding tot het volgende percentage van het bedrag van de inschrijving : vijftientwintig percent tot 40.000 EUR.

Wanneer het vastgesteld percentage of bedrag wordt bereikt, wordt elke volgende afrekening altijd door de minister goedgekeurd.

Art. 12. Delegatie wordt verleend aan de voorzitter van het interministerieel college binnen de perken die hem worden opgelegd voor de goedkeuring van de aannemingsvoorwaarden, de ramingsstaten en de afrekeningen, om verlengingen van termijnen te verlenen die ofwel verhoudingsgewijs worden bepaald, ofwel het gevolg zijn van handelingen van de administratie of van omstandigheden die de medecontractant niet kon vermijden en aan de gevolgen waarvan hij niet kon ontkomen, alhoewel hij de noodzakelijke handelingen had verricht, ofwel die uit de afrekeningen voortvloeien. De bedoelde termijnverlengingen kunnen niet vijftig percent van de oorspronkelijke termijn overschrijden.

Elke andere verlenging wordt altijd door de bevoegde minister(s) goedgekeurd, op met redenen omkleed verslag van de administratie.

Art. 13. De voorzitter van het interministerieel college wordt toegelaten verwijlboeten en -sancties op te leggen ten belope van 10.000 EUR of van een hoger bedrag dat niet tien percent van het oorspronkelijk bedrag van de opdracht, tot beloop van 15.000 EUR, kan overschrijden.

Art. 14. Delegatie wordt gegeven aan de voorzitter van het interministerieel college om te beslissen over de maatregelen die van ambtswege dienen te worden genomen tegen de in gebreke gebleven aannemer en om hem kennis te geven van die beslissing overeenkomstig artikel 48, § 4, van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten of artikel 20, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

Die bevoegdheidsdelegatie wordt beperkt tot de opdrachten waarvoor de vertraging bij de uitvoering hoger ligt dan 1/2 N(N is de oorspronkelijke termijn, berekend in werkdagen).

Art. 15. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter van het interministerieel college, worden de in deze afdeling opgesomde bevoegdheden, bij dringende noodzakelijkheid, uitgeoefend door de commissaris van de Regering, binnen de financiële perken die hierna bepaald zijn, naar gelang van de in aanmerking komende gunningswijze en het type opdracht :

- 1° opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of bij algemene offerteaanvraag : 50.000 EUR;
- 2° opdrachten gegund bij beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag : 25.000 EUR;
- 3° onderhandse opdrachten of opdrachten ingevolge de onderhandelingsprocedure : 12.500 EUR.

Afdeling 3. — Delegaties inzake ondertekening en financiën

Art. 16. Delegatie wordt gegeven aan de voorzitter van het interministerieel college :

- 1° om de volgende stukken te ondertekenen :
 - a) de bestelbonnen en de brieven in verband met de bestellingen, binnen de perken bedoeld in artikel 8 van dit besluit;
 - b) de ordonnanties van betaling en de ordonnanties van kredietopening of van geldvoorschotten;
 - c) de briefwisseling betreffende de gewone onderzoekshandelingen, de aanvragen om inlichtingen, de aanmaningsbrieven en de verzendingsbulletins of -brieven;
- 2° om de uitgaven en ontvangsten van alle aard goed te keuren die tot de bevoegdheid van het interministerieel college behoren;
- 3° om de uitgaven en ontvangsten te ordonnanceren die onder het interministerieel college vallen;
- 4° om de borderellen goed te keuren die worden ingediend door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, voor de reizen in verband met het interministerieel college;

5° om de volgende stukken goed te keuren :

- a) de facturen en bewijzen van schuldvordering betreffende de leveringen en werken;
- b) de rekeningen, zowel de tekst van de posten als de bedragen, die over te leggen zijn aan het Rekenhof;
- c) de betalingsstaten betreffende de huurgelden;
- d) de rekeningen die af te leggen zijn door de buitengewone rekenplichtige van het interministerieel college;

6° om de rekenplichtige binnen het personeel van het interministerieel college aan te stellen;

7° om de teruggave of de terugnemings van of van het Domein van roerende goederen zonder bestemming tot een maximumbedrag van 10.000 EUR toe te laten.

Art. 17. De voorzitter van het interministerieel college keurt de uitgaven voor beroepskosten van de personeelsleden van het interministerieel college goed.

De commissaris van de Regering keurt de uitgaven voor beroepskosten van de voorzitter van het interministerieel college goed.

Art. 18. De voorzitter van het interministerieel college kan aan de rekenplichtige die hij heeft aangesteld, sommige van de in artikel 16 bedoelde bevoegdheden delegeren.

De buitengewone rekenplichtige van het interministerieel college die ertoe gemachtigd is in naam van de voorzitter van het interministerieel college op grond van de delegatie vermeld in vorig lid te ondertekenen, laat de melding van zijn graad en zijn ondertekening voorafgaan door de woorden «Bij delegatie van de voorzitter van het interministerieel college.»

Afdeling 4. — Bijzondere delegaties

Art. 19. Inzake informatica wordt de bevoegdheidsdelegatie verleend aan de voorzitter van het interministerieel college, om, in overleg met het bureau van het Overheidsbedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), de algemene kaders te bepalen voor de samenwerking tussen de Dienst en het ETNIC bedoeld in het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), in het licht van de bepalingen van het beheerscontract van het ETNIC.

De voorzitter van het interministerieel college kan aan één of meer commissarissen van de Regering de bevoegdheden die hem bij vorig lid worden gedelegeerd, bij een schriftelijke en voorafgaande akte delegeren.

Art. 20. Delegatie wordt verleend aan de voorzitter van het interministerieel college en aan de commissarissen van de Regering om de ontvangstbewijzen te ondertekenen van de brieven die aan het interministerieel college gericht zijn, met uitzondering van de briefwisseling in verband met de procedures voor de Raad van State, met uitzondering van de dagvaardingen voor het gerecht en de akten van de gerechtsdeurwaarders.

De voormelde brieven worden door deze die er de ontvangst van heeft gemeld zonder verwijl overgezonden aan de voorzitter van het interministerieel college, ter verdere behandeling.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter van het interministerieel college, worden de brieven zonder verwijl ter verdere behandeling overgezonden aan de betrokken commissarissen van de Regering.

Art. 21. Delegatie wordt verleend aan de voorzitter van het interministerieel college voor de volgende aangelegenheden in het kader van de werking van het college :

1° goedkeuring van elke uitgave en van elke terugvordering in verband met het herstel inzake verkeersongevallen, werkongevallen of ongevallen van alle andere aard, alsook alle toelagen of vergoedingen die in dat geval bij een gerechtelijke beslissing worden toegekend.

2° om, voor de aangelegenheden die onder het interministerieel college ressorteren, de onkostenstaten en de erelonen van advocaten, pleitbezorgers en deskundigen goed te keuren.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003.

Art. 23. De Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE